



Organisation des Nations Unies

CONFERENCE DE PRESSE DES NATIONS UNIES DU MERCREDI 30 NOVEMBRE 2016

Félix Prosper Basse : *Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs, Membres de la presse, Auditeurs de Radio Okapi, Bonjour et bienvenue à ce rendez-vous hebdomadaire des Nations Unies.*

- **Activités des Composantes de la MONUSCO**
- **Activités de l'Equipe-pays**
- **Situation militaire**

La MONUSCO condamne l'attaque contre un camp de déplacés à Luhanga, au Nord-Kivu

Un groupe de 50 éléments du groupe Mayi-Mayi "Mazembe" ont lancé dimanche une attaque contre des familles de déplacés hutus hébergées au camp de déplacés de Luhanga au Nord-Kivu, tuant plus d'une vingtaine d'individus et en blessant autant. Sitôt alerté par les coups de feu, un détachement de la Force de la MONUSCO se trouvant dans les environs de la localité de Luhanga se déploya rapidement sur les lieux et affronta les Mayi-Mayi, repoussant ainsi leur attaque. Un des assaillants y trouva la mort.

Les Casques bleus ont porté assistance aux blessés (15) et procédé à leur évacuation médicale vers des structures sanitaires à Goma. La MONUSCO a renforcé sa présence dans la zone et déployé une mission d'enquête, en étroite collaboration avec le détachement des FARDC stationné à Luhanga.

La MONUSCO condamne fermement cette attaque contre des civils et exprime sa compassion et ses profondes condoléances aux familles des disparus. Elle reste déterminée à remplir son mandat de protection des civils.

Activités des Composantes de la MONUSCO

Information publique/ Bukavu

- **33 ex-combattants des "Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR)" et 83 de leurs dépendants ont été rapatriés au Rwanda, de janvier à novembre 2016**

L'information a été donnée le 24 novembre dans un café de presse organisé à Bukavu par la Mission des Nations Unies en RDC.

Les délégués de la section Désarmement, démobilisation et réinsertion de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en RDC, ont indiqué que c'est grâce à une série d'activités de sensibilisation et démobilisation volontaire organisées par le Bureau DDR au Sud-Kivu que plus de 100 Rwandais vivant au fin fond de la province ont accepté de rentrer au Rwanda et parmi eux, 33 ex-combattants FDLR.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hg-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukoki@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Signalons que c'est depuis 1994 que des éléments armés de nationalité rwandaise se sont infiltrés dans l'est de la RDC parmi les réfugiés fuyant le génocide au Rwanda. Depuis, ils se sont organisés et portent depuis l'année 2000 l'appellation de Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR).

- **Le Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme organise à Bukavu du 28 au 30 novembre la deuxième session de renforcement des capacités des organisations de défense des droits de l'Homme sur les mécanismes de protection des défenseurs des droits de l'Homme et libertés publiques en période électorale**

L'atelier organisé pour 30 membres des Réseaux de protection du Sud-Kivu vise à contribuer à la réalisation effective des droits de l'Homme, en particulier des libertés publiques, dans le contexte électoral en RDC. C'est l'occasion pour les participants de bénéficier d'un rappel sur les principaux concepts en rapport avec les droits de l'Homme et les élections, d'évoquer le cadre juridique pertinent qui s'applique au contexte électoral et les défis propres à ce contexte.

Cet atelier vise également à rappeler les mesures et mécanismes de protection individuelle à mettre en œuvre par les défenseurs des droits de l'Homme, y compris leurs rôles et responsabilités. Le BCNUDH espère ainsi que ces défenseurs des droits de l'Homme seront soutenus et renforcés dans leur processus de monitoring et de reporting des questions relatives aux droits de l'Homme ainsi que dans leur participation aux débats démocratiques. Cet atelier vient après un autre organisé du 6 au 12 novembre courant.

Information publique/ Beni

- **La MONUSCO offre un centre d'encadrement et de promotion à la jeunesse de Beni**

La MONUSCO a procédé à la remise officielle du centre d'encadrement et de promotion de la jeunesse dénommé "Inua Vijana" à Beni, le mardi 22 novembre 2016 au quartier Bungulu en présence du maire de la ville, du bourgmestre de la commune et des membres du Conseil urbain de la jeunesse...

Inua Vijana qui veut dire en swahili, « Promotion de la jeunesse », nom donné au centre, est un projet à impact rapide financé par la MONUSCO.

Ce centre est alimenté de panneaux solaires, et est pourvu de 4 ordinateurs, deux imprimantes et une photocopieuse-scanner. Il est composé de 5 bureaux avec chaises et tables-bureaux...

Lorsque les jeunes, réunis au sein du Conseil urbain de la jeunesse, en collaboration avec le Maire de la ville de Beni, ont soumis le projet de l'ouvrage à la MONUSCO-Beni, les responsables de l'institution onusienne y ont prêté une oreille attentive surtout que ce type de projet s'inscrit dans la logique de la restauration de l'autorité de l'Etat qui figure en bonne place dans la résolution 2277 après la protection des civils.

Dans son mot de circonstance, le chef de bureau de la MONUSCO-Beni, Warner Ten Kate, a demandé au maire de la ville en collaboration avec le Conseil urbain de la jeunesse et à tous les membres du comité urbain de sécurité de la ville de Beni, de s'approprier ce projet et de gérer cet ouvrage en bon-père de famille.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

A la suite du chef de bureau de la MONUSCO-Beni, le président du Conseil urbain de la jeunesse est intervenu, suivi du Maire de la ville de Beni pour féliciter et remercier la MONUSCO-Beni pour ce geste qui va grandement contribuer au rétablissement de la paix et au développement de Beni.

- **Construction de deux ponts dans les quartiers Boikene et Kasabinyo à Beni**

D'une valeur de 80,440.00US\$, la MONUSCO à travers son unité de Projets à impact rapide, a réalisé les activités de construction de deux ponts dans les quartiers de Boikene et Kasabinyo à Beni.

Ces travaux qui ont été exécutés par une entreprise locale de construction, Office du Bâtitteur Congolais, ont duré presque 9 mois.

Le projet visait les objectifs suivants :

- Rendre la circulation fluide et faciliter les échanges de personnes et de leurs biens ;
- Permettre l'accès rapide à des zones enclavées, afin d'améliorer la sécurité et la protection des populations de Beni;
- Faciliter les patrouilles conjointes MONUSCO-FARDC en vue d'une célérité dans les opérations.

Information publique/ Dungu

Construction du pont sur la Rivière Napusi à Dungu

D'une valeur de 16,587.00US\$, la MONUSCO a financé, à travers son unité de Projets à impact rapide, les activités de construction du pont sur la Rivière Napusi qui relie la cité de Dungu à l'aérodrome de la cité portant le même nom.

Ces travaux, ont été réalisés par les militaires de la Compagnie de génie indonésien basée à Dungu.

Le projet a visé les objectifs suivants :

- Rendre la circulation fluide et faciliter les échanges de personnes et de leurs biens ;
- Améliorer la sécurité et la protection des populations de Dungu ;
- Faciliter les Patrouilles conjointes MONUSCO-FARDC en vue d'une célérité dans les opérations.

Police MONUSCO (UNPOL)

- **La MONUSCO forme les agents de l'inspection générale de la Police nationale congolaise**

Le 24 novembre 2016, le Directeur de cabinet de l'Inspection générale de la Police nationale congolaise a présidé la cérémonie de clôture de la première session de formation des Inspecteurs de l'Inspection générale de la Police nationale congolaise (IGPNC). Il a saisi cette occasion pour féliciter les différents intervenants et les participants qui ont, chacun à son niveau, donné le meilleur pour la réussite de ladite session.

Deux jours auparavant, la cérémonie d'ouverture s'est déroulée dans la salle de réunions de l'IGPNC.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hg-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

A cette occasion, l'Inspecteur général en chef qui présidait la cérémonie, a dans une brève intervention, d'abord souhaité la bienvenue à l'assistance avant de remercier la Composante Police de la MONUSCO pour son appui et son accompagnement dans la conception et la mise en œuvre des différents programmes conjoints qui sont déclinés en plusieurs activités à mener dans les semaines et mois à venir.

Il a ensuite présenté le déroulement de ce premier programme de recyclage qui va s'étendre sur quatre semaines, à raison d'une session de trois jours par semaine. Cent-vingt (120) inspecteurs seront concernés. Déclinant les différentes thématiques retenues à savoir les libertés publiques, la graduation et l'usage de la force en maintien et rétablissement de l'ordre public, le fondement de l'action de police et la mission d'observation de l'IGPNC pendant les manifestations, il n'a pas manqué de faire quelques commentaires surtout sur l'opportunité et la pertinence relativement au choix de ces thématiques.

Par ailleurs, le Commissaire Divisionnaire Jean De Dieu Oleko, Inspecteur Général en chef, a rappelé à l'auditoire la principale attribution de la structure qu'il dirige et qui n'est autre que le contrôle de la redevabilité de la Police nationale congolaise avant d'énoncer quelques questionnements comme « qu'entend-on par renforcement de capacités », « y a-t-il nécessité de renforcer les capacités du personnel de l'IGPNC ? ».

Les réponses qu'il a lui-même apportées, l'ont amené dans une démarche pédagogique et inductive à appeler ses collaborateurs à intégrer l'importance qu'il y a à contrôler périodiquement ses connaissances, à se remettre en cause si nécessaire, à consolider et à faire croître ses capacités professionnelles pour un meilleur rendement au profit de l'IGPNC d'abord, et de la PNC ensuite, et ce, au grand bonheur des populations.

L'IGPNC n'a pas manqué d'adresser toute sa reconnaissance et ses remerciements à la Composante Police de la MONUSCO pour son assistance et l'expertise constante qu'elle apporte à sa structure. Il a fait savoir à l'assistance que l'idée de ce recyclage est née d'une réflexion conjointe qu'il a partagée avec le partenaire Police des Nations Unies, lequel a donné des garanties, non seulement pour la disponibilité des modules de formation, mais aussi pour les formateurs. Enfin il a exhorté ses collaborateurs à être très disciplinés, studieux et très attentifs pendant les différentes sessions de recyclage.

La première thématique intitulée « Les Libertés publiques » a été lancée juste après la cérémonie d'ouverture. Elle a été présentée par Monsieur Halidou Ngapna, Responsable du Bureau des Droits de l'Homme de la MONUSCO à Kinshasa.

Le Mercredi 23 novembre 2016, les UNPOL Mouhammed Mama Chabi et Clément Tossou, ont présenté le thème : la « Graduation et l'Usage de la force en MROP ».

La troisième journée a été consacrée au « Fondement de l'action de police », présenté par le Directeur en charge du contrôle et de l'évaluation du respect des droits humains et de la déontologie du policier, tandis que le Directeur de cabinet a parlé de la « Mission d'observation de l'IGPNC pendant les manifestations publiques ».

Les autres sessions se poursuivront au cours des prochaines semaines et prendront fin le 14 décembre 2016. Mais déjà, les apprenants expriment leur satisfaction pour la qualité des enseignements et la pertinence des thématiques choisies.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hg-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

- **Perfectionnement au profit de 30 officiers de Police judiciaire des diverses directions de la Coordination nationale de la Police judiciaire**

Du 28 novembre au 2 décembre 2016, les Policiers individuels des Nations Unies Thierry Lauffenburger et Frédéric Crevaux de l'unité d'appui à la lutte contre la criminalité organisée de la Police de la MONUSCO, dispensent un perfectionnement au profit de 30 officiers de Police judiciaire des diverses directions de la Coordination nationale de la Police judiciaire. Cette formation est essentiellement axée sur la lutte contre la criminalité organisée dans les domaines des stupéfiants, de la criminalité économique et financière et de la cybercriminalité. La gestion d'une scène de crime est également au programme.

Il s'agit d'une première en la matière, l'objectif étant l'appropriation par la Police nationale congolaise (PNC) de cette formation et son application à l'échelle nationale.

La formation a été officiellement ouverte par le Général Bideko, Directeur Général des Ecoles et de la Formation de la PNC en présence du coordinateur de la formation UNPOL, et du représentant de GIZ, bailleur de fonds qui finance la formation.

Par ailleurs, durant la semaine, il y a eu les équipes conjointes pour la mise en œuvre des Stratégies Opérationnelles Intégrées de Lutte contre l'Insécurité et la vulgarisation des numéros verts de leur localité respective à Uvira et à Goma.

Au total, 207 appels ont été reçus sur les numéros verts des Stratégies Opérationnelles de Lutte contre l'Insécurité à Beni, Oicha, et Goma. 52 interventions ont été effectuées et 34 personnes ont été interpellées pour diverses infractions de droit commun.

Durant la même semaine, les différentes Unités de Police Constituées (FPU) ont poursuivi leurs missions de protection des populations. Ainsi, 403 patrouilles de sécurisation dont 161 conjointes avec la Police nationale congolaise ont été effectuées. Par ailleurs, 7 check-points et 16 escortes de hautes personnalités ont été réalisés par ces Unités.

Soutien des Nations Unies aux opérations de révision du fichier électoral

Point sur le soutien des Nations Unies aux opérations de révision du fichier électoral

Le soutien des Nations Unies à la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) se poursuit. Il s'agit de faciliter le déploiement du matériel électoral (kits bureautiques, kits d'enregistrement, cartes d'électeurs, générateurs) dans les zones opérationnelles 1 et 2 qui couvrent les provinces de l'Equateur, Sud-Oubangui, Mongala, Tshuapa, Haut-Lomami, Lualaba, Haut-Katanga, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Maniema et Tanganyika.

A la date du 29 novembre 2016, on enregistre 35 vols effectués par des avions cargos Iliouchine 76 et C-130 Hercules au départ de Kinshasa et à destination de Gbadolite, Lubumbashi, Kamina, Gemena, Kalemie, Kindu, Goma, Kananga, Kisangani, Mbuji-Mayi, Bukavu et Bunia avec à leur bord 517 000 kg de matériel, soit plus de 510 tonnes. Des vols sont également effectués entre Lubumbashi et Kamina et Kalemie afin de

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 88 73

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hg-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

transporter des générateurs arrivés de Chine via le port de Dar es Salaam, ce qui représente, à ce jour, 140 T additionnels.

Les rotations des hélicoptères MI-8 se sont intensifiées avec notamment des missions de reconnaissance des hubs vers les antennes afin de préparer les opérations à venir.

Outre les aéronefs, la MONUSCO met à la disposition de la CENI des entrepôts de stockage ainsi que des équipes et matériels de manutention pour les opérations aéroportuaires à Kinshasa et dans les provinces.

En réponse à une requête formulée par la CENI en décembre 2015, il est prévu que les Nations Unies et notamment la MONUSCO assurent le transport aérien du matériel de révision du fichier électoral depuis Kinshasa vers 15 hubs et 104 antennes particulièrement difficiles d'accès, soit environ un peu moins de la moitié des antennes.

Pour rappel, le soutien de l'Organisation des Nations Unies au processus électoral est décrit dans la Résolution 2277 du Conseil de sécurité. Il s'agit notamment d'apporter une assistance technique et un soutien logistique aux opérations de révision du fichier électoral actuellement en cours.

Activités de l'Equipe-Pays

- **Points clés de l'intervention de M. Simone Beccaria, Coordonnateur du programme des Volontaires des Nations Unies (VNU) en République démocratique du Congo à l'occasion de la Journée internationale des Volontaires célébrée le 5 décembre.**

En République démocratique du Congo, 500 Volontaires des Nations Unies sont actuellement en affectation auprès de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) et huit différentes agences des Nations Unies (Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Programme alimentaire mondial (PAM), ONU-Femmes, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), ONU-Habitat. Ils offrent chaque jour de leur temps et leurs compétences pour soutenir la paix et le développement à travers le pays par le biais du volontariat.

Chaque année, le programme des Volontaires des Nations Unies en RDC participe à la Journée internationale des Volontaires (JIV) célébrée le 5 décembre à travers le monde. La JIV représente une opportunité pour les volontaires et organisations de volontaires, de promouvoir leurs contributions à la paix et au développement durable.

À l'occasion de cette journée, des Volontaires de l'ONU se sont lancés dans des projets de volontariat à travers le pays allant de la promotion de l'alphabétisation à des activités génératrices de revenus en partenariat avec des associations et ONG locales.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 88 73

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hg-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Des Volontaires ONU ont mené une campagne de nettoyage et de sensibilisation à l'hygiène dans une école de la périphérie de Kinshasa récemment inondée après de fortes pluies. Cette initiative a pu cibler 150 bénéficiaires et mobiliser les membres de la société civile afin de faire émerger d'autres solutions durables aux besoins sur le terrain.

A Dongo, un Volontaire ONU a mis en place un projet de promotion de l'alphabétisation en langue lingala visant à former aux compétences de base en lecture et écriture 17 femmes de la localité.

Les Volontaires de l'ONU ne cessent de soutenir et de renforcer l'action des Nations Unies en faisant vivre les valeurs fondamentales du volontariat.

Chaque année, le programme VNU intervient dans près de 130 pays et compte plus de 80 bureaux de terrain à travers le monde. Le programme VNU est administré par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et est placé sous l'autorité du Conseil d'administration du PNUD.

En savoir plus : page web (<https://www.unv.org>); Facebook (<https://www.facebook.com/UNVsInTheDRC>) et Twitter (<https://twitter.com/UNVsintheDRC>)

o **OCHA : Inquiétante détérioration de la situation sécuritaire et humanitaire suite à l'attaque de Luhanga**

Le 27 novembre 2016, des miliciens ont attaqué le site spontané de Luhanga majoritairement occupé par des personnes de la communauté Hutu. Selon la MONUSCO, au moins 30 personnes ont été tuées et 13 autres blessées, dont 3 femmes et 10 enfants. Les blessés ont été hospitalisés, la moitié dans un état critique, et 29 victimes ont été enterrées le 28 novembre. Depuis le début de l'année, il s'agit de la deuxième attaque de cette ampleur dans cette région en proie à divers conflits intercommunautaires.

« Conformément au droit international humanitaire et des droits de l'homme, les personnes déplacées internes doivent être protégées contre toute attaque directe et indiscriminée ou tout acte de violence à leur égard ou dans leur camps ou lieu d'hébergement. En tant que Coordonnateur humanitaire, et au nom de l'ensemble de la communauté humanitaire en RDC, je condamne dans les termes les plus forts la violence perpétrée lors de l'attaque contre le site de déplacés survenu le 27 novembre », a déclaré Dr Mamadou Diallo, Coordonnateur humanitaire en RDC.

Les victimes de cette récente attaque figurent parmi les 1 262 personnes déplacées, majoritairement de la communauté Hutu, qui occupent le site spontané de Luhanga depuis le 21 novembre. Elles font partie des 5 930 personnes déplacées installées dans le site et en périphérie après avoir fui plusieurs villages au sud du Lubero suite à une attaque lancée par des présumés Mayi-Mayi Mazembe entre les 6 et 14 novembre 2016, lors de laquelle 14 personnes ont été tuées et 161 maisons incendiées.

Des problèmes fonciers et de succession ainsi que des rivalités tribales sont à l'origine de ce conflit intercommunautaire qui se détériore depuis septembre 2015 et qui a forcé plus de 100 000 personnes à se

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hg-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

déplacer. En 2016, plus de 75 civils ont été tués dans le sud du Territoire du Lubero, plus précisément à Kanyabayonga, Kayina, Miriki, Kirumba, Luofu et Alimbongo.

Malgré les quelques initiatives prises par le Gouvernement pour tenter de résorber ces tensions intercommunautaires, la situation ne s'est toujours pas améliorée et de nouvelles violences intercommunautaires sont à craindre dans les territoires du Rutshuru, de Walikale et du Lubero de la Province du Nord-Kivu. La communauté humanitaire insiste sur l'importance de mettre en œuvre des initiatives de cohésion sociale et d'augmenter l'assistance aux personnes vulnérables toujours plus nombreuses.

De plus amples informations seront communiquées prochainement au sujet de la réponse apportée à cette situation.

○ **OCHA : 4 millions de dollars US pour endiguer l'épidémie de choléra le long du fleuve Congo**

Le Coordonnateur humanitaire en République démocratique du Congo, Dr Mamadou Diallo, vient d'allouer 4 millions de dollars US du Fonds Humanitaire pour financer une assistance d'urgence aux populations victimes ou à risque de l'épidémie de choléra dans les provinces de l'Équateur, de la Tshopo, de la Mongala, du Mai-Ndombe, du Maniema et de Kinshasa.

Bien que chaque année l'est du pays soit en proie au choléra, la maladie suit parfois le cours du fleuve Congo depuis les provinces endémiques pour se propager à l'ouest du pays. Six ans après la dernière propagation de cette ampleur, la communauté humanitaire s'inquiète de cette nouvelle épidémie. Les inondations survenues entre la fin 2015 et la fin du 1^{er} semestre 2016 ont largement contribué à la propagation de la maladie qui a déjà touché plus de 23 000 personnes, dont 722 sont décédées, au cours des dix premiers mois de l'année.

Cette allocation de 4 millions de dollars US s'ajoute à une première enveloppe de 3,7 millions octroyée début 2016 pour lutter contre les effets des inondations le long du fleuve Congo. Elle financera des projets d'une durée maximale de trois mois visant à contrôler l'épidémie dans les zones déjà touchées en traitant gratuitement les personnes les plus vulnérables affectées mais aussi à diminuer le risque d'épidémie en sensibilisant les populations touchées par la maladie dans les zones particulièrement exposées.

« La communauté humanitaire insiste sur l'importance pour les autorités d'aller au-delà de cette campagne réactive en apportant des changements structurels pour répondre plus efficacement à la maladie », a déclaré le Dr Mamadou Diallo.

Le Fonds Humanitaire – établi depuis 2006 à l'initiative des donateurs – vise à octroyer un financement flexible et rapide pour répondre aux besoins humanitaires les plus critiques en RDC. A ce jour, le Fonds Humanitaire a alloué plus de 920 millions de dollars US qui ont permis de répondre cumulativement aux besoins d'environ 68 millions de personnes affectées par différentes crises humanitaires en RDC. En 2016, les contributions sont venues de la Belgique, de l'Irlande, du Luxembourg, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de la Suède.

○ **Journée mondiale du sida : 1^{er} décembre**

La Journée mondiale du sida est célébrée chaque année le 1^{er} décembre, dans le monde entier. La Journée est l'occasion de sensibiliser, de commémorer ceux qui sont décédés, et de célébrer les victoires telles que l'accès

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 88 73

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hg-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

accru aux traitements et aux services de prévention. A cette occasion le Secrétaire général des Nations Unies a, dans son message, souligné les points suivants :

- Trente-cinq ans après l'apparition du sida, des progrès réels ont été accomplis face à la maladie. Les personnes sous traitement n'ont jamais été aussi nombreuses. Depuis 2010, le nombre d'enfants infectés par transmission mère-enfant a diminué de moitié. De moins en moins de personnes décèdent de causes liées au sida chaque année, et les personnes contaminées vivent plus longtemps.
- Ces cinq dernières années, le nombre de personnes ayant accès à des médicaments salvateurs a doublé pour atteindre les 18 millions. Grâce à des investissements judicieux, le monde peut accélérer la réalisation de l'objectif consistant à avoir 30 millions de personnes sous traitement d'ici à 2030. Les médicaments anti-VIH destinés à prévenir la transmission mère-enfant sont désormais accessibles à plus de 75 % des personnes qui en ont besoin.
- Les progrès sont manifestes, mais les acquis restent fragiles. Les jeunes femmes sont particulièrement vulnérables dans les pays à forte prévalence du VIH, notamment en Afrique subsaharienne. Les groupes à risque continuent d'être touchés par le VIH de manière disproportionnée. En général, les personnes qui sont économiquement défavorisées n'ont qu'un accès limité aux services et aux soins. La criminalisation et la discrimination suscitent de nouveaux cas d'infection chaque jour. Les femmes et les filles sont particulièrement touchées.
- Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 a été adopté avec la volonté de ne pas faire de laissés-pour-compte. Dans aucun domaine ce principe ne revêt autant d'importance que dans la lutte contre le sida. C'est en aidant les personnes jeunes, vulnérables et marginalisées qu'on enrayera la progression de l'épidémie. Le cadre stratégique d'ONUSIDA est aligné sur les objectifs de développement durable, mettant en évidence les corrélations entre la prévention du VIH et les progrès en matière d'éducation, de paix, d'égalité entre les sexes et de droits de l'homme.

Le thème national choisi en RD Congo est « Accélérons la riposte pour mettre fin au VIH/sida en RDC d'ici 2030 ». Une cérémonie est organisée ce mercredi 30 novembre 2016 à Kinshasa par la MONUSCO et ONUSIDA.

Grâce au soutien d'ONUSIDA, associé à celui de ses autres partenaires, des résultats encourageants ont été enregistrés ces dernières années en RD Congo.

- 121 762 Personnes vivant avec le sida étaient sous traitement antirétroviral en 2015 contre moins de 20 000 en 2010 ;
 - La Couverture PTME (Prévention de la transmission du VIH, de la mère à l'enfant) est passée de 8 % en 2010 à 66% en 2015 ;
 - Il existe aujourd'hui 2 265 sites PTME en RDC.
- **PNUD : Lutte contre la stigmatisation liée au VIH/sida :**

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hg-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukoki@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Du 28 novembre au 5 décembre 2016 aura lieu au Parlement un atelier sous la forme de sessions d'échanges avec les parlementaires sur la révision de la loi 08/011 sur les droits des Personnes Vivant avec le VIH et les Personnes Affectées. Cet atelier de renforcement des capacités des députés nationaux et d'élaboration de l'argumentaire viendra soutenir la révision de la loi 08/011 sur les droits des Personnes Vivant avec le VIH et les Personnes Affectées pour la rendre non punitive et non discriminatoire.

○ Vernissage de l'exposition « L'art au service de la lutte contre la pauvreté » le 6 décembre 2016 à l'Institut Français de Kinshasa

Les lauréats du concours « L'Art au service de la lutte contre la pauvreté » seront primés le mardi 6 décembre 2016. Cette cérémonie aura lieu lors du vernissage de l'exposition des œuvres réalisées par les étudiants et étudiantes de l'Académie des Beaux-Arts à l'Institut Français de Kinshasa. Les œuvres seront exposées du 6 au 14 décembre.

Fruit de la collaboration entre le PNUD et l'Académie des Beaux-Arts, ce concours a été lancé le 17 octobre lors de la célébration de la Journée Internationale de l'élimination de la pauvreté.

Cette initiative est une occasion de sensibiliser la population de Kinshasa au rôle de l'artiste et de son art dans le développement. Il s'agit également d'une opportunité accordée aux étudiants et étudiantes de faire valoir leurs talents et de promouvoir leurs messages à travers la production d'œuvres artistiques. Les œuvres qui seront exposées reflètent les enjeux de l'exclusion en RDC, et plus spécifiquement les problèmes afférant à l'autonomisation des femmes, aux questions liées au développement, et à la lutte contre la stigmatisation associée au VIH/sida.

Situation militaire

(Par le Capitaine Yassine Kasim, Porte-parole militaire par intérim)

La situation sécuritaire **dans la ville-province de Kinshasa et dans les autres provinces situées dans l'Est de la République Démocratique du Congo**, a été rapportée calme durant la semaine écoulée.

Dans les provinces de Haut et de Bas-Uélé, la situation sécuritaire a été caractérisée par une recrudescence d'activités négatives perpétrées contre les populations civiles, principalement dans les localités situées dans la région de Dungu, par des éléments appartenant aux groupes armés Sud-Soudanais et à l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA).

Toutefois, les Forces coalisées, MONUSCO-Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC), poursuivent dans le cadre de l'opération dénommée « **Red Kite** » (**Cerf-volant rouge**), les activités militaires vigoureuses, dans le but de neutraliser tous les groupes armés actifs dans les deux provinces précitées.

Dans la province de Haut-Uélé, le 22 novembre 2016, des éléments de la LRA ont fait incursion dans le village Nagilidagwa, situé à 45 kilomètres à l'Ouest de Bangadi, dans la partie septentrionale du territoire de Dungu, pillé les équipements de pêche et des denrées alimentaires de deux (02) pêcheurs.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hg-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Les assaillants ont ensuite pris la direction de la localité de Kpanga, située dans le territoire de Niangara, et perturbé la situation sécuritaire dans les villages de Mabadabada, ainsi que de Kulugbongo.

Sitôt alertées, des troupes des FARDC et celles de la Force de la MONUSCO basées dans la localité de Bangadi, ont planifié des activités militaires appropriées, dans le but de mettre un terme à l'activisme des forces négatives dans les régions concernées.

Dans la nuit du 22 au 23 novembre 2016, cinq (05) rebelles Sud-Soudanais ont fait incursion dans la localité de Bangalu, située à 85 kilomètres au Nord de Doruma, dans le territoire de Dungu, abusé sexuellement une (01) femme et molesté ses deux (02) garçons.

Des troupes d'intervention rapide des FARDC ont été projetées promptement sur les lieux, dans le but de traquer les assaillants et de rassurer les populations civiles riveraines.

Dans le cadre des activités civilo-militaires, le 25 novembre 2016, les travaux de réhabilitation du pont Napusi, situé sur l'axe reliant Dungu-centre et Dungu-base logistique, sont arrivés à leur terme.

Au cours de la cérémonie d'inauguration de cet édifice d'importance majeure pour une meilleure mobilité sur l'axe précité, et dont les travaux ont été réalisés par la compagnie de génie Indonésienne de la Force de la MONUSCO, l'Administrateur adjoint du territoire de Dungu, a mis en exergue la réalisation par la MONUSCO de plusieurs Projets à Impact Rapide dans le territoire, et a particulièrement remercié cette compagnie de la Force onusienne pour ses actions concrètes dans la réhabilitation de routes et ponts, ainsi que dans la construction des écoles dans cette partie du pays.

Le 26 novembre 2016, vingt-cinq (25) éléments armés de la LRA, ont attaqué les localités de Katinga et de Bakungangba, situées respectivement à 11 et 12 kilomètres de Doruma, sur l'axe Doruma-Gangala, pillé systématiquement les biens de valeur ainsi que le centre de santé de Katinga, et kidnappé cinquante (50) individus pour porter les biens pillés.

Les FARDC ont immédiatement initié la traque des assaillants, dans le but de secourir les victimes, de dominer la région, de rassurer et de protéger les populations civiles riveraines.

Le même jour, environ quinze (15) rebelles Sud-Soudanais armés d'AK-47 ont fait incursion dans le marché de Nambiapay, situé à 37 kilomètres au Nord-ouest de Duru, pillé différentes denrées et incendié trois (03) véhicules ainsi qu'une (01) motocyclette, avant de se retirer vers leurs bastions situés au Soudan du Sud.

L'armée congolaise et la Force de la MONUSCO surveillent étroitement la situation sécuritaire dans cette région frontalière, dans le but de mettre un terme à l'activisme de forces négatives sud-soudanaises et de protéger les populations civiles.

En Ituri, la situation sécuritaire a été marquée dans les localités situées au Sud du territoire d'Irumu, par des activités négatives liées aux pillages perpétrés contre les populations civiles par des éléments du Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI), et dans le territoire de Mambasa, par la traque menée par les Forces de Sécurité congolaises contre les éléments du groupe Mayi-Mayi.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Dans le territoire d'Irumu, une recrudescence de viols et pillages commis par les éléments du FRPI contre les populations civiles, a été rapportée pendant la période sous examen.

Cependant, les Forces coalisées FARDC-MONUSCO maintiennent la pression militaire sur les éléments réfractaires du FRPI, dans le but de les neutraliser définitivement.

Le 21 novembre 2016, un (01) motocycliste en déplacement de Nyakunde vers Bavi, est tombé dans une embuscade tendue par des éléments supposés appartenir au FRPI, dans la région de Ngasonja, située à environ 6 kilomètres à l'Est de Nyakunde.

Les assaillants ont pillé une importante somme d'argent et tous les biens appartenant à leur victime.

Le 22 novembre 2016, de l'argent et des biens de valeur ont été pillés par des éléments du FRPI, au cours d'attaque menée contre les civils dans la localité de Songoza, située à environ 5 kilomètres au Nord de Bukiringi.

Des troupes d'intervention rapide des FARDC ont traqué les insurgés, arrêté l'un (01) d'entre eux et récupéré des biens pillés abandonnés sur le chemin.

Le même jour, d'autres biens de valeur ont été pillés et trois (03) individus forcés à les porter par des éléments du FRPI, au cours d'incursion de ces miliciens dans la zone d'exploitation d'or de Bobongo, située dans la localité de Nzarakome, à environ 4 kilomètres à l'Est de Nyakunde.

Des troupes des FARDC basées à Nyakunde ont été projetées sur les lieux de l'incident, dans le but de contrer l'attaque et d'interdire toute nouvelle activité négative dans la région.

Le 24 novembre 2016, des accrochages ont été rapportés entre une patrouille des FARDC et des éléments du FRPI dans la localité de Kilongi, située à environ 7 kilomètres au Nord-est d'Aveba, au cours desquels un (01) insurgé a été tué, deux (02) autres capturés et une (01) arme AK-47 récupérée par les FARDC.

Dans le territoire de Mambasa, les Forces de Sécurité congolaises poursuivent dans le cadre des opérations visant à la neutralisation des forces négatives, la traque des éléments du groupe Mayi-Mayi.

Le 21 novembre 2016, un (01) élément du groupe Mayi-Mayi Simba a été appréhendé par des agents de la Police Nationale Congolaise (PNC), au cours d'opérations de bouclage et de ratissage menées dans la localité de Pateka, située à 4 kilomètres à l'Est de Bela (103 kilomètres au Sud de Mambasa-centre).

Au Nord-Kivu, la situation sécuritaire a été jugée volatile et imprévisible dans différents territoires de cette province, et marquée par le meurtre de plusieurs civils par des éléments appartenant aux groupes armés.

Dans le territoire de Beni, les éléments de l'Alliance des Forces Démocratiques (ADF) ont poursuivi leur activisme contre les populations civiles. Cependant les Forces coalisées FARDC-MONUSCO engagées dans

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 88 73

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hg-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

L'opération dénommée « **Usalama** » (**Sécurité**) mènent des activités militaires, dans le but de contrer ces activités négatives.

Le 28 novembre 2016, des éléments supposés appartenir à l'ADF ont simultanément attaqué l'hôpital de Kainama et la localité de Manzati, située à 12 kilomètres à l'Ouest de Kainama.

Les FARDC soutenues par des troupes de la Brigade d'Intervention de la Force de la MONUSCO basées à Tshabi, sont intervenues. Elles ont neutralisé trois (03) présumés rebelles de l'ADF et récupéré une (01) arme.

Cet incident a provoqué le déplacement de populations civiles vers la localité de Tshabi, où des troupes du bataillon Tanzanien de la Brigade d'Intervention de la Force de la MONUSCO ont assuré leur protection.

Les troupes coalisées FARDC-MONUSCO mènent également des patrouilles robustes de domination de terrain dans la région de Tshabi, dans le but d'y interdire toute présence de groupes armés, de dissuader leurs attaques contre les populations civiles, de rassurer et de protéger les populations locales riveraines.

Dans le territoire de Lubero, le meurtre de plusieurs civils lié notamment aux conflits entre les communautés Nande et Hutu dans cette partie de la province, a été commis par des éléments du groupe Mayi-Mayi "Mazembe".

En effet, le 27 novembre 2016, des éléments du groupe Mayi-Mayi "Mazembe", appartenant à une milice d'autodéfense Nande, ont attaqué un camp de réfugiés situé dans un village Hutu, le village Luhanga, à 30 kilomètres au Sud-ouest de Luofu.

Le bilan provisoire qui reste à confirmer fait état de trente (30) civils tués.

La MONUSCO a évacué vers Goma quinze (15) individus blessés.

Une équipe d'évaluation conjointe conduite par le Commandant de la Force de la MONUSCO, a également été déployée dans cette localité par la MONUSCO, dans le but de mener des investigations sur cet incident, d'évaluer la situation sécuritaire dans la région, et de prendre des mesures idoines visant à la sécurisation des personnes et de leurs biens dans la zone.

Dans le territoire de Rutshuru, les FARDC soutenues par la Force de la MONUSCO, poursuivent avec détermination la lutte contre les groupes armés encore actifs.

Dans la nuit du 21 au 22 novembre 2016, des éléments supposés appartenir aux Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR) et au groupe Mayi-Mayi Nyatura, ont perpétré des pillages dans la localité de Kishishe, située à 15 kilomètres au Nord-est de Nyanzale.

Les FARDC ont été immédiatement projetées sur les lieux, et tué trois (03) assaillants.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hg-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Le 22 novembre 2016, les troupes des FARDC ont arrêté à Bushenge (7 kilomètres au Sud-est de Katale) un (01) élément armé impliqué dans des activités de banditisme ayant occasionné plusieurs pillages dans la région. Il a été remis pour sa prise en compte à la PNC.

Le 25 novembre 2016, les FARDC ont dans le cadre de l'opération dénommée « **Nyamulagira** », destinée à combattre les FDLR, lancé des offensives militaires contre les éléments du groupe armé précité dans la région de Katoro, située à 5 kilomètres au Nord de Kiwanja. Le bilan reste à déterminer.

Au chapitre des redditions dans la province, du 23 novembre 2016 à ce jour, un (01) élément en provenance des groupes armés, s'est rendu aux troupes de la Force onusienne déployées dans la province.

Il s'agit de : **un (01) élément des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR).**

Au Sud-Kivu, une accalmie réelle a été rapportée dans les différents territoires de cette province pendant la période sous examen, et ce, en dépit de quelques incidents liés à l'activisme de certains groupes armés encore actifs.

Au Tanganyika, la situation sécuritaire demeure volatile du fait de conflits interethniques rapportés entre les communautés Luba et Pygmée.

Du 19 au 22 novembre 2016, des éléments appartenant au groupe Mayi-Mayi pygmée, ont attaqué la localité de Kisala et de Miswaki, situées respectivement à 75 et 45 kilomètres au Nord-ouest et au Sud-ouest de Manono et de Kalemie, tué vingt et un (21) individus et blessés plusieurs autres.

Le 28 novembre 2016, en réponse aux tensions en cours dans cette partie du pays, des unités des Forces Spéciales des FARDC basées dans le territoire de Mitwaba et celles de la PNC, ont été déployées dans les zones affectées par les conflits, situées dans la région de Kalemie, notamment sur l'axe Kalemie-Nyemba via Miswaki, et Kalemie-Moba.

L'autorité territoriale a qualifié ce déploiement de premières mesures prises, dans le but de répondre efficacement aux tensions intercommunautaires rapportées dans la région.

Enfin, la Force de la MONUSCO a mené **656** patrouilles armées, dont **195** nocturnes, et fourni **40** escortes pendant la période sous examen.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04